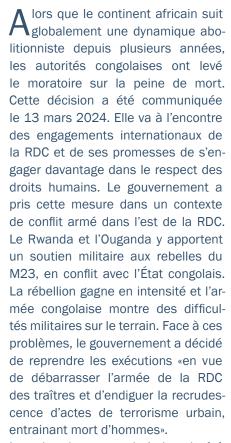
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)

Le retour aux exécutions ne doit pas être toléré!

Depuis le 13 mars 2024, les condamnés à mort peuvent à nouveau être exécutés en République démocratique du Congo (RDC). Il s'agit d'un recul dramatique en matière de droits humains, car cela faisait plus de 20 ans qu'il n'y avait plus d'exécutions dans ce pays.



La peine de mort, qui n'a jamais été abolie en RDC, faisait l'objet d'un moratoire depuis 2003. Alors que des condamnations à mort étaient parfois prononcées, les condamnés n'étaient plus exécutés. Avec la levée du moratoire, la RDC fait un retour préoccupant en arrière. Contrairement à l'argumentaire des autorités congolaises, l'utilisation de la peine de mort ne va pas endiguer la violence. Au contraire, elle va desservir la justice et la paix en consolidant un usage institutionnalisé de la violence comme

réponse aux causes structurelles des conflits en RDC et des problèmes de criminalité.

Le 22 mars 2024, les évêgues de la RDC, réunis au sein d'une Conférence nationale, ont fait part de leur «consternation» et rappelé leur «engagement inconditionnel pour la défense de la vie et l'abolition de la peine de mort». Pour les évêques congolais, la volonté d'endiguer la recrudescence du terrorisme et du banditisme urbain «ne peut en aucun cas justifier le recours à la peine capitale». Dans une société gangrénée par la violence, le système de justice serait «malade» selon le chef de l'État congolais. Pour les évêgues en revanche: «le rétablissement de la peine de mort vient renforcer la banalisation de la vie humaine».

Depuis la levée du moratoire en mars dernier, plus de 130 personnes ont été condamnées à mort en RDC, mais aucune exécution n'a encore eu lieu. Il reste crucial de continuer à faire pression sur le gouvernement pour empêcher que ce risque devienne réalité.

SOURCES: FIACAT, ACAT-France, Tribune de Genève. Le Monde





Envoyez maintenant notre lettre d'intervention et demandez au président de la RDC la révocation de la peine de mort! De plus, nous soulignons dans la lettre que la réintroduction des exécutions ne contribue pas à une plus grande sécurité, mais qu'elle alimente au contraire la violence. De plus, elle nuit au processus de justice transitionnelle et de lutte contre l'impunité dans lequel la RDC s'est engagée avec le soutien de la communauté internationale.

Lettre au président de la RDC

S. E. M. Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo Président de la République Secrétariat du Cabinet du Chef de l'État

Palais de la Nation Avenue Roi Baudouin Kinshasa, Gombe BP 201 Kin 1

République Démocratique du Congo

Mail: communication@presidence.cd

Port: 2.50 CHF

Copie à l'Ambassadeur de RDC en Suisse

M. Symphorien Bakafwa Nsenda Mutombo

Ambassadeur de la République Démocratique du Congo en Suisse Sulgenheimweg 21

Case postale 2235 3001 Berne

Mail: rdcambassy@bluewin.ch

Port: 1.00 CHF

Délai d'intervention: 20 janvier 2025 **Merci!**